

GRM 2^e année

15^{ème} séance - Samedi 18 avril : La conjoncture Espagne 36 (I) :

Patrick Marcolini « Espagne 1936-37, guerre ou révolution : comment penser la conjoncture ? »

(Mise en ligne : lundi 25 mai 2009)

« Guerre civile » ou « révolution espagnole » : aujourd'hui encore, le choix des mots pour désigner la conjoncture espagnole de la deuxième moitié des années 1930 est un choix sujet à polémique, et bien souvent révélateur des options idéologiques de ceux qui l'effectuent.

Il faut avouer que les faits sont difficiles à démêler. D'une part, nous avons affaire à une séquence historique qui possède tous les attributs d'une révolution classique : avec le soulèvement populaire qui se produit en Espagne au cours de l'été 1936, nous assistons bien à un *changement radical dans l'exercice du pouvoir*, par lequel les ouvriers et les paysans dissolvent les structures de l'ancien régime, se réapproprient leurs moyens de travail (la terre et les usines), et constituent leurs propres organes d'autogouvernement économique et politique (les assemblées de village et les comités d'usine)¹. Qui plus est, cet événement est bien l'aboutissement d'un processus révolutionnaire de longue durée qui voit le mouvement ouvrier se structurer en masse organisée, et acquérir à travers son expérience de lutte la pleine conscience de ses capacités et de ses idéaux de transformation sociale². Enfin, en accord avec la théorie marxiste traditionnelle qui voit dans la crise politique et la crise économique deux facteurs déterminants dans l'éclosion d'une révolution sociale, les événements de l'été 1936 sont aussi le résultat d'une convergence entre la crise ouverte des institutions espagnoles depuis les années 1920 et les conséquences sociales de la crise de 1929 : la lente désagrégation de la monarchie, maintenue un temps par la dictature, et finalement remplacée par une République bancale, timorée dans ses réformes, incapable de s'en prendre aux privilèges de l'Eglise et de l'oligarchie terrienne, finit ainsi par coïncider avec un déclin notable de la production industrielle, tandis que le commerce extérieur est en chute libre et que le chômage monte en flèche.

Une révolution, donc, mais qui prend d'emblée les allures d'une guerre. En effet, même si la révolution a commencé très tôt, dès février 1936, au lendemain de la victoire électorale du Front populaire, lorsque les paysans commencent à envahir les grandes propriétés pour s'emparer des terres, tandis que des grèves éclatent dans les usines et que des escarmouches mettent aux prises dans les rues les partisans de l'extrême droite et de l'extrême gauche, on sait que c'est le soulèvement des généraux nationalistes désireux de rétablir l'ordre ancien qui va faire franchir un seuil déterminant. L'élément déclencheur est donc un élément *militaire*, et la réponse qui lui sera donnée sera aussi une réponse armée : le pillage des casernes et des armureries par les ouvriers de Barcelone et de Madrid, afin d'assurer eux-mêmes une résistance concrète, matérielle, au pronunciamiento – résistance que le gouvernement républicain pour sa part ne se montrait pas clairement disposé à organiser. En

¹ Pour un bilan des réalisations sociales, politiques et économiques de la révolution espagnole de 1936, cf. Frank Mintz, *L'Autogestion dans l'Espagne révolutionnaire*, Paris, Maspero, 1976, et Gaston Leval, *Espagne libertaire (36-39). L'œuvre constructive de la révolution espagnole*, Paris, Editions du Monde Libertaire, 1983.

² Concernant le mouvement anarchiste, cf. César M. Lorenzo, *Le Mouvement anarchiste en Espagne. Pouvoir et révolution sociale*, St Georges d'Oléron, Editions libertaires, 2006, et concernant plus généralement la maturation des forces politiques en présence dans la révolution et la guerre d'Espagne, cf. Gerald Brenan, *Le Labyrinthe espagnol. Origines sociales et politiques de la Guerre civile*, trad. M. et A. Joly, Paris, Ivrea, 2005.

outre, les anarchistes de la CNT et de la FAI, qui furent à la pointe de cette autodéfense révolutionnaire, avaient eux-mêmes été familiarisés au maniement des armes : nombre d'entre eux étaient en quelque sorte des *pistoleros*, qui avaient auparavant participé à des coups de main contre des banques ou contre les milices d'extrême droite, toujours au service du mouvement anarchiste. Enfin, le soulèvement des généraux ayant rencontré l'approbation des forces de droite, des propriétaires fonciers, du clergé et des populations catholiques, ainsi que des paysans effrayés par la propagande socialiste et anarchiste contre la petite propriété agricole, l'Espagne se trouve coupée en deux. Comme on pouvait s'y attendre, la révolution espagnole prend donc dès le début la dimension d'une guerre civile entre forces politiques, et plus largement, entre populations hostiles.

Mais très vite, du fait de cette coupure géographique en deux camps ainsi que du fait de la composante militaire et militariste des forces de droite, cette guerre civile devient une guerre tout court, avec des fronts, des tranchées, etc. C'est une chose qui semble avoir été quelque peu oubliée par les militants révolutionnaires qui citent souvent en exemple la guerre d'Espagne : celle-ci était finalement moins une guerre civile révolutionnaire, comme celle qui s'est développée par exemple au Mexique dans les années 1910, qu'*une révolution doublée d'une guerre*. Or la nuance est importante : dans une guerre civile révolutionnaire, le front est partout et l'arrière nulle part. Dans la mesure où la population a pris les armes contre le pouvoir en place (le pouvoir central et ses agents dispersés sur tout le territoire), chaque point du territoire peut devenir à tout moment le lieu inattendu d'un affrontement. Le territoire est donc troué de toutes parts. En Espagne, au contraire, les cas de guérilla ont finalement été peu nombreux, et le conflit s'est très vite constitué par accréation autour de lignes de front, autour desquelles les milices ouvrières puis l'armée républicaine se sont opposées aux troupes levées par les généraux factieux, et ce durant de longues années – celles de la *guerre d'Espagne* proprement dite. Par conséquent, les populations se sont trouvées scindées en deux camps, au sein desquels prévalaient des logiques d'unité opérationnelle et de commandement hiérarchique, comme dans toute guerre classique.

Guerre ou révolution, donc : tels ont été les deux concepts majeurs entre lesquels a circulé l'énergie intellectuelle de la conjoncture espagnole. Ce sont ces polarités qui ont déterminé la plupart des affrontements intellectuels autour de l'interprétation de la conjoncture elle-même dans le camp antifasciste, et qui ont provoqué de véritables processus de catalyse idéologique par lesquels les forces politiques les plus éloignées en apparence ont pu se rapprocher, s'agrèger autour de mots d'ordre fédérateurs – tandis que d'autres au contraire, issues d'une même tradition théorique, voyaient leur cohésion interne menacée, voire remise en question.

Quelles étaient les forces politiques en présence dans le camp antifasciste ? Si l'on met de côté les nationalistes catalans gagnés à la cause de la République, la plus grande partie d'entre elles peut se classer en deux camps : le camp marxiste et le camp anarchiste. Dans le camp marxiste, on trouve le PSOE, c'est-à-dire le parti socialiste espagnol, d'inspiration sociale-démocrate, oscillant perpétuellement entre extrémisme et réformisme, parti qui possède son prolongement syndical dans l'UGT, regroupant plus d'un million d'ouvriers ; le PCE, le parti communiste espagnol aux ordres de l'URSS, encore ultra-minoritaire au début de la révolution mais appelé à une croissance rapide de ses effectifs ; et le POUM, « Parti ouvrier d'unification marxiste », d'inspiration marxiste-léniniste mais très méfiant vis-à-vis de toute orthodoxie, et notamment vis-à-vis du stalinisme.

Dans le camp anarchiste, pas de parti politique évidemment puisque les anarchistes refusaient cette forme d'organisation, mais un seul syndicat, un syndicat de masse, la CNT,

qui regroupait entre un million et demi et deux millions d'ouvriers³, organisés en fédérations régionales, cantonales et locales, et qui avait officiellement adopté le programme du communisme libertaire. Par ailleurs, la CNT était doublée d'une seconde organisation plus réduite, la FAI, Fédération anarchiste ibérique, composée de groupes affinitaires de militants cénétistes plus aguerris et plus soudés idéologiquement. On retrouve ainsi dans l'Espagne des années 1930 la grande disjonction à l'intérieur du mouvement ouvrier qui prévalait depuis les années 1870, avec les affrontements à l'intérieur de la 1^{ère} Internationale entre les partisans de Marx et Engels d'une part, et ceux de Proudhon et Bakounine d'autre part. Ce conflit entre les deux tendances adverses du socialisme s'est poursuivi dans les années 1890 par l'éviction des anarchistes du sein de la 2^{nde} Internationale, puis par la lutte à mort entre bolcheviks et anarchistes au cours de la Révolution russe, dès 1918. Toutefois, alors que dans la plupart des pays d'Europe cette lutte s'est soldée par une plus grande importance des marxistes en termes numériques, l'Espagne est l'un des rares pays où les anarchistes ont au contraire réussi à conquérir une position dominante au sein du mouvement ouvrier, assumant ainsi un rôle moteur dans un bon nombre de soulèvements paysans et d'insurrections prolétariennes.

La question qui vient naturellement à l'esprit est la suivante : qu'est-ce qui faisait la spécificité de l'anarchisme dans le mouvement ouvrier, et en quoi cette spécificité a-t-elle pu assurer aux anarchistes espagnols une telle prééminence sur le courant marxiste ? Question difficile, mais dont la réponse pourrait s'ordonner autour de deux concepts : celui de pluralisme, et celui d'autodétermination.

Expliquons-nous. Par pluralisme, il faut entendre une certaine manière de composer l'un et le multiple (selon une formule que Deleuze lui-même avait proposée pour définir l'anarchie). Autrement dit l'idée que, en politique comme ailleurs, l'unité d'un tout ne se fait pas par suppression des différences et des singularités, mais par leur multiplication et leur combinaison à l'infini. Comme le disait un militant libertaire lors d'une réunion internationale tenue à Genève en 1882 : « Nous sommes unis parce que nous sommes divisés. »⁴ De ce pluralisme, nous trouvons l'affirmation non seulement dans les pratiques organisationnelles et dans l'éthique personnelle des militants libertaires⁵, mais jusque sur le plan de la théorie, dans la philosophie de Proudhon, qui s'est construite contre le système hégélien par l'invention d'une dialectique sérielle entièrement basée sur des antinomies et des différentielles.

Proudhon n'a jamais commis l'erreur de réduire la catégorie de la différence à celle de la contradiction, et il n'a jamais trouvé satisfaisante la résolution des contradictions par leur annulation et leur dépassement sur un plan supérieur. Pour lui, il s'agissait au contraire de faire que les contradictions restent à l'état d'antinomies, qu'elles jouent comme facteurs d'émulation et de concurrence, et que ces antinomies poussées à l'extrême ne puissent se résoudre que par des scissions, c'est-à-dire par la production de différence. Les singularités devaient ainsi être absolument préservées et même multipliées à l'infini – seule la *balance*,

³ Ces chiffres doivent être rapportés au nombre d'habitants à l'époque : de 24 à 25 millions.

⁴ Phrase prononcée par le délégué de la ville de Cette lors de la réunion anarchiste internationale qui se tint à Genève les 13 et 14 août 1882, reproduite dans *Le Révolté* n°13, 19 août 1882, citée par Jean Maitron, *Le Mouvement anarchiste en France*, tome 1, *Des origines à 1914*, Paris, Gallimard, 1992, p. 116.

⁵ Voici un exemple de ce pluralisme, pris dans le livre de Diego Abad de Santillán, *Organismo economico de la revolución*, qui eut une grande importance dans la définition des orientations politico-économiques de la CNT à la veille de la révolution : « Il y a plusieurs organisations ouvrières en Espagne ; toutes doivent contribuer à la reconstruction de l'économie, et on doit les laisser toutes en place. La révolution ne refuse aucune contribution sur ce terrain ; ensuite, hors de la production et de la juste distribution, œuvre de tous et pour tous, chacun favorisera la forme de coexistence sociale qui lui conviendra le mieux ; de même, nous ne refuserons pas le droit à la foi religieuse à tous ceux qui en ont, ainsi que la manifestation de cette foi. [...] Et, en tant que majoritaires, nous ne pourrions faire moins que de reconnaître le droit des minoritaires à organiser leur vie propre comme ils le souhaitent, et de leur accorder, autant que possible, notre solidarité cordiale. » (Cité par F. Mintz, *L'Autogestion dans l'Espagne révolutionnaire*, op.cit., p. 50.)

c'est-à-dire la composition et l'équilibrage des antagonismes et des multiplicités, tenant lieu de synthèse. Et de même que les antinomies se composent par émulation, les multiplicités se combinent entre elles par le jeu des affinités et des attractions réciproques – un jeu auquel Fourier avait accordé en son temps toute son attention. Ce principe pluraliste explique à la fois le succès qu'a rencontré l'anarchisme en Espagne, dans le pays de la *patria chica*, où l'esprit de clocher, le localisme, voire le séparatisme des villes, des provinces et des régions a toujours joué un si grand rôle. Il explique aussi le polycentrisme de la révolution espagnole : « Une révolution qui n'a pas eu un centre géographique privilégié, comme la France en 1789-1794 ou la Russie en 1917-1918, ni même deux – Barcelone et Madrid – comme on aurait pu s'y attendre, mais des dizaines de petits Paris en quelque sorte, des dizaines de petits Petrograd. »⁶ De même, l'idée de combinaison par le biais des attractions réciproques a trouvé son expression concrète dans la pratique organisationnelle de la FAI, dont la structure interne était basée sur des groupes affinitaires répartis un peu partout en Espagne.

Voilà pour ce qui est du pluralisme. Quant à l'autodétermination, elle contient en elle la théorie de la liberté comme autonomie, comme autoposition des règles et des normes. N'est libre que celui qui a en lui-même le principe de son propre développement : telle est l'idée de base de l'anarchisme. Ce qui inclut une clause morale : l'individu, ou si l'on préfère la personne comme singularité autonome, entité unique et à nulle autre pareille⁷, est à ce titre entièrement responsable de la manière de mener sa vie, devant elle-même et au-devant des autres. Transposée sur un plan collectif, cette idée d'autonomie se traduit par l'idée que le pouvoir extrinsèque inhibe le fonctionnement intrinsèque de l'organisme social⁸ : d'où la critique anarchiste de l'Etat et plus généralement de la fonction-autorité, de la fonction directoriale et des hiérarchies gestionnaires qu'elle introduit, au profit de l'auto-organisation qui est le propre du *socius* laissé à son propre mouvement, et même le propre du vivant tout court, entendu comme « auto-débordement inlassable, inlassablement bricoleur et ligueur d'individus »⁹. Cet idéal d'une maîtrise des conditions matérielles de la liberté, ce souci de toujours faire ses affaires soi-même n'entrent pourtant pas en contradiction avec le principe pluraliste précédemment énoncé : de la composition entre autodétermination et pluralisme résulte la théorie et la pratique anarchistes de l'entraide, par laquelle les singularités et les différences s'engrènent et se combinent, comme en menuiserie le tenon et la mortaise se complètent harmonieusement et font la solidarité du tout (au sens où tout est, bien que multiple, *d'un seul tenant*).

L'anarchisme ne partage donc pas la fiction libérale de la société comme agrégat d'individus atomistiques. La reconnaissance de l'unicité de l'individu ne signifie pas l'ignorance de la socialité comme condition première de l'humain : c'est à travers elle que se constitue l'individu, qui est toujours déjà relié aux autres et, à la limite, au genre humain. Ainsi s'éclaire la célèbre déclaration de Bakounine selon laquelle « je ne serai libre que lorsque tous les hommes seront libres » : là encore il y a composition entre les individualités plurielles, singulières et autonomes, qui fait que leurs puissances se complètent et s'associent, *se potentialisent* par association¹⁰. L'objectif de l'anarchisme est donc de faire en sorte que la reconnaissance de l'être social de l'homme ne soit jamais le prétexte ou le fondement d'une subordination de l'individu à la collectivité.

⁶ C. M. Lorenzo, *Le Mouvement anarchiste en Espagne*, op. cit., p. 157.

⁷ Cf. l'ouvrage classique de Max Stirner, *L'Unique et sa propriété*.

⁸ Pour reprendre les mots de l'anarchiste Paul Goodman (« Liberté et autonomie » [1972], *La critique sociale*, Lyon, Atelier de création libertaire, p. 47-51).

⁹ Jonas Vigna Carafé, *La vie n'est pas moderne. Critique dissolvante de la prégnance historiciste en sotériologie séculière*, Arles, Editions de la Nuit, 2008, p. 102.

¹⁰ Cf. les analyses de Proudhon sur les collectifs ouvriers dont la puissance associée contribue à produire plus que la simple addition des puissances individuelles, analyse dont Marx s'inspirera pour mettre en relief la plus-value produite par le travailleur collectif.

Sur le plan pratique et organisationnel, l'anarchosyndicalisme et le communisme libertaire (les deux traits caractéristiques du mouvement anarchiste espagnol), sont les résultantes de ces options théoriques et éthiques : tous deux tentent de combiner l'unité des travailleurs en tant que classe productive et classe en lutte avec l'autonomie des métiers, des régions, des sections et finalement des individus. C'est probablement cette combinaison entre individu et communauté, ou pour mieux dire entre individualisme et communisme, qui a fait de l'anarchisme un mouvement de masse dans un pays comme l'Espagne, où le prolétariat, par son origine rurale, était à la fois imprégné de l'individualisme propre à une paysannerie responsable de ses moyens d'existence, mais aussi enraciné dans une communauté de famille et de voisinage caractéristique du monde des campagnes et des villages.

Cette importance donnée à la notion d'autodétermination, d'autonomie individuelle et collective, a fait de l'anarchisme le premier mouvement politique qui ait historiquement placé au centre de sa théorie et de sa pratique la question de la subjectivité. Non seulement il a toujours insisté sur la dimension subjective de la praxis révolutionnaire – c'est-à-dire la sphère des affects et des désirs comme forces motrices du développement social – mais il s'est même souvent présenté comme un mouvement visant explicitement à la constitution de nouvelles formes de subjectivité. Rappelons entre autres que des mouvements tels que le végétarisme, le naturisme, le nudisme ou la libération sexuelle, ont historiquement été d'abord expérimentés au sein du mouvement anarchiste, dès les années 1900 – et que le féminisme dans sa variante anticapitaliste a été une composante importante de la mobilisation anarchiste pendant la révolution espagnole (avec les « Mujeres libres »)¹¹.

C'est sur cette base subjective (certains diraient « subjectiviste ») que l'anarchisme a procédé à la critique des variantes néecessitaristes du socialisme, qui inscrivaient celui-ci dans une temporalité cumulative et linéaire, identifiant l'acheminement vers la société sans classe à la lente maturation des forces productives et au franchissement de toute une suite d'étapes intermédiaires. Au contraire, l'anarchisme a toujours mis au centre de l'histoire le sujet vivant et agissant, capable d'intervenir à tout moment sur ses conditions d'existence et d'œuvrer à la transformation sociale quelles que soient les conditions de la technique ou de l'économie. De là sa ferveur révolutionnaire et son activisme de tous les instants, qui correspondaient bien au tempérament des Espagnols, à ce que Brenan a décrit comme « leur force de caractère, leur esprit indépendant, la rapidité avec laquelle ils s'engagent à fond pour faire face à tout problème difficile, leur émotivité, leur éloquence spontanée et aussi leur incorrigible indiscipline »¹².

Sur tous ces points, on voit bien ce qui séparait les anarchistes des marxistes, et tout particulièrement des marxistes orthodoxes rassemblés au sein des partis socialiste et communiste. Mais ce qui va être déterminant dans cette lutte entre marxistes et anarchistes, affrontement interne au camp antifasciste qui débouchera sur les journées de mai 1937, c'est la question de la caractérisation de la conjoncture elle-même par les forces en présence, autour des concepts de guerre et de révolution. Comme on va le voir maintenant, l'ordre de priorité établi entre ces deux signifiants dans les discours des acteurs de la conjoncture va être décisif, et va cristalliser tous leurs antagonismes théoriques et pratiques. Autour du couple conceptuel guerre / révolution, les forces en présence se distribuent en effet de la manière suivante.

Dans le camp marxiste, qu'on soit social-démocrate réformiste ou communiste stalinien, on s'en tenait à la *doxa* : comme l'avait écrit Marx dans le *Manifeste communiste*, la conquête des pouvoirs publics par les représentants du prolétariat, et / ou l'établissement d'un

¹¹ Cf. Sarah Berenguer (éd.), *Mujeres libres, des femmes libertaires en lutte. Mémoire vive de femmes libertaires dans la Révolution espagnole*, Paris, Editions du Monde Libertaire, 2000.

¹² G. Brenan, *Le Labyrinthe espagnol*, *op. cit.*, p. 9.

régime de démocratie bourgeoise (tempéré par reconnaissance des droits sociaux des travailleurs), étaient l'étape nécessaire vers une maturation de la société espagnole dont le développement économique et technique était en tout état de cause insuffisant – puisque, comme on sait, l'Espagne, à l'exception d'une industrie concentrée au Pays basque et en Catalogne, offrait surtout la physionomie d'un pays archaïque, quasi-médiéval, avec 70% de sa population active dans le secteur agricole. Seul le franchissement de ces étapes intermédiaires dans la construction d'une économie moderne avec ses institutions démocratiques pouvait permettre, par la suite, une socialisation progressive de l'industrie et l'acheminement vers un régime communiste. En somme, il s'agissait de ne pas brûler les étapes du développement historique. D'où le mot d'ordre qui avait cours dans le PSOE et dans le PCE : « la guerre d'abord, la révolution ensuite »... que cette révolution soit reportée après la victoire sur le franquisme, ou purement et simplement repoussée aux calendes grecques.

On notera d'ailleurs l'ambiguïté de ce mot d'ordre : « la révolution ensuite » pouvait aussi bien signifier : « arrêtez la révolution et consacrez toutes vos forces à la guerre », que : « *il n'y a pas de révolution*, la révolution vous la ferez plus tard, le moment venu ». Autrement dit, selon les cas, les lieux, et le public visé – ce que j'appellerais les variables situationnelles du discours politique –, on pouvait aussi bien passer d'une critique de l'entreprise révolutionnaire réellement existante à son déni pur et simple, à sa déclaration comme *nulle et non avenue*, première esquisse de ce mensonge systématique qui allait devenir l'apanage du PCE dans la guerre d'Espagne¹³.

Mais dans les variantes les plus modérées de ce dispositif discursif, on prônait plutôt le ralentissement voire l'arrêt pur et simple du processus révolutionnaire, sa mise entre parenthèses afin de procéder à la construction d'une industrie de guerre. Pour que celle-ci soit efficace et productive, selon les marxistes il était nécessaire de revenir sur les conquêtes ouvrières, de mobiliser et de concentrer toutes les énergies au service de l'effort de guerre, et donc de supprimer tous les facteurs de division au sein du camp antifasciste : les affrontements idéologiques, les divergences stratégiques, les intérêts contradictoires des forces en présence, le manque de coopération des ouvriers réquisitionnés, les perturbations dues à la friction entre les ordres donnés au sommet par le gouvernement et l'auto-organisation à la base des travailleurs, le choc entre la concentration du pouvoir, c'est-à-dire sa centralisation, et la dispersion comme la multiplicité des initiatives révolutionnaires des ouvriers et paysans partout dans les provinces, villes et villages.

En revendiquant le ralentissement ou l'arrêt du processus de collectivisations, le PCE et le PSOE mettaient aussi en avant la nécessité de s'attirer les bonnes grâces des couches de la population qu'ils voulaient rallier à la République pour se constituer une base sociale stable, notamment la petite bourgeoisie et la bureaucratie. Enfin, il s'agissait pour eux de retrouver une « respectabilité » internationale en revenant sur tout ce qui a été fait en termes d'expropriation des usines et d'éviction des capitaux étrangers : en indemnisant les entrepreneurs étrangers lésés, en revenant sur les collectivisations pour les changer en nationalisations (les entreprises collectivisées étant mises au service de l'Etat), le but était de retrouver des débouchés commerciaux pour la production espagnole, et de rétablir ainsi un commerce extérieur en péril. Parmi les marxistes orthodoxes, l'idée était donc de privilégier la conduite de la guerre par tous les moyens, et de faire passer la révolution au second plan, voire de la supprimer purement et simplement en disciplinant ou en liquidant ses partisans. Chez les communistes comme chez les sociaux-démocrates, ce que traduisait donc l'accent mis sur le signifiant militaire au détriment du signifiant révolutionnaire, c'était une tendance bien réelle à l'écrasement de la révolution et à la suppression d'une autonomie prolétarienne

¹³ Cf. sur ce point le témoignage irremplaçable de George Orwell dans *Hommage à la Catalogne* [1938], trad. Y. Davet, Paris, Champ Libre, 1982.

qui ne pouvait qu'être ennemie de leur volonté de contrôle républicain et étatique sur les forces de production.

Du côté des anarchistes au contraire, on défendait l'idée que la guerre et la révolution devaient être menées de front. La révolution sans la guerre était bien évidemment promise à l'écrasement par les forces armées de Franco et des droites espagnoles, tandis que la guerre sans révolution serait privée d'un facteur décisif de son déploiement, à savoir le facteur *subjectif*, qui faisait que les ouvriers s'engageaient dans l'effort de guerre pour défendre une cause politique (et non pas militaire), celle de l'émancipation et de la justice sociale dont ils voyaient les premières réalisations dans le régime issu des journées de juillet 1936. Derrière cette volonté de mener de front guerre et révolution, il y avait donc l'idée que l'effort de guerre doit être *subordonné* à la révolution, à sa défense matérielle. Autrement dit, l'idée que *la guerre est la continuation de la révolution par d'autres moyens*. Qu'on parle de révolution ou de guerre, pour les anarchistes, les buts étaient donc les mêmes : des buts politiques, à savoir le contrôle direct par le prolétariat de toutes les activités de production et, à travers la production, de toutes les sphères de la vie sociale.

Nous avons évoqué tout à l'heure ces processus de catalyse idéologique par lesquels les forces politiques les plus éloignées en apparence avaient pu se rapprocher, en imposant la scission au sein même de leur propre tradition doctrinale. A cet égard, il est intéressant de constater que les marxistes qui avaient maintenu des positions révolutionnaires, c'est-à-dire principalement ceux réunis au sein du POUM, ont fini par rejoindre les anarchistes sur une même orientation liant indissolublement guerre et révolution. Or à partir de ce rapprochement, ces marxistes-là ont été obligés de soumettre à examen leurs propres conceptions du marxisme et de la théorie de la révolution, sur des bases fort proches du mouvement libertaire. Voici par exemple ce qu'écrivait l'un des membres les plus en vue du POUM, Juan Andrade, dans le journal du parti, à l'occasion du 54^e anniversaire de la mort de Karl Marx, en mars 1937. D'abord sur l'analyse de la conjoncture elle-même, et les concepts par lesquels elle doit être désignée et interprétée, relativement aux objectifs politiques de chaque mouvement :

Le critère déterminant de différenciation entre tous est le jugement porté sur le caractère de la révolution que nous vivons. Est-elle démocratique, anti-fasciste, prolétarienne ? Précisément, l'événement constitué par le prolétariat en armes contrôlant de fait une grande partie du pays, devait nous réserver la surprise de voir alors les "marxistes sur toute la ligne" renier le caractère prolétarien de la révolution au profit d'une qualification de révolution démocratique ou "antifasciste", ce dernier qualificatif ayant été jusqu'ici ignoré du vocabulaire marxiste. Pour nous, marxistes révolutionnaires, la guerre civile espagnole est une guerre de classes, et donc une révolution prolétarienne. En nous situant ainsi, le seul problème devient la conquête du pouvoir par la classe travailleuse. [...] La guerre n'est toujours pas achevée, et on ne saurait prévoir son résultat. Ce n'est pas seulement la réaction militaro-fasciste mais c'est tout le fascisme international qui se trouve engagé sur les fronts. La guerre joue donc un rôle important, nécessitant organisation et discipline. Partant de là, il faut résoudre les questions militaires pour garantir la victoire. Sans détenir encore le pouvoir politique, la classe travailleuse est amenée à soutenir sans limite les problèmes de la guerre. Une attitude contraire serait non seulement suicidaire, mais contre-révolutionnaire. Les nécessités immédiates ne sauraient être reportées. Mais parallèlement à l'action militaire sur les fronts, on livre aussi un combat politique à l'arrière. Et la solution donnée aux problèmes de l'arrière conditionne les probabilités de gagner la guerre. Le moral du combattant au front reflète le développement politique des événements à l'arrière. La meilleure énergie qui puisse rendre le milicien invincible c'est celle de savoir qu'il offre chaque jour sa vie pour une

société qui garantira son avenir, celui des siens et de sa classe. Ainsi les deux objectifs que sont gagner la guerre et faire la révolution vont de pair.¹⁴

On voit là qu'on est extrêmement proche de l'anarchisme : le mot d'ordre de la liaison indissoluble entre guerre et révolution est clairement prononcé, les objectifs militaires étant mis au service d'objectifs politiques. L'usage des concepts de guerre et de révolution dans les discours des différentes forces en présence dans le camp antifasciste est aussi désigné clairement comme l'outil par lequel on peut tracer les lignes de partage entre ces forces, et tout particulièrement la ligne de partage entre révolutionnaires et réformistes. Enfin, le facteur subjectif rentre aussi en ligne de compte, dans l'évocation de la force morale du combattant au front, qui trouve à s'alimenter dans la subjectivité révolutionnaire. La révolution apparaît donc ici comme une sorte de source à laquelle les combattants viennent puiser leur énergie propre à soutenir l'effort de guerre. D'ailleurs, dans le reste du texte, cette question de la subjectivité revient, pour être cette fois évoquée en lien avec un nouveau combat à mener, dans la théorie elle-même. Voici ce qu'écrit encore Andrade :

En commençant à militer dans ma jeunesse dans le camp ouvrier, je me rappelle avoir souvent entendu un professeur socialiste, qui avait beaucoup d'ascendant dans le parti socialiste, et qui après des retournements politiques est revenu au bercail, dire qu'il prônait le socialisme parce qu'il était le résultat d'une fatalité économique. Avec ma flamme révolutionnaire, je lui rétorquais que ce n'était pas une raison, parce que si la fatalité économique nous amenait à une situation que nous estimerions injuste et inhumaine, nous devrions la combattre. Le scientifique de jadis prétendait ne pas s'occuper des aspects moraux de la question, mais s'en tenir exclusivement à la rigueur scientifique. [...] Sur le terrain de la propagande, on désigne comme marxistes tous ceux qui reconnaissent l'idéal suprême d'une société sans classe. La différenciation s'opère entre ceux qui en placent la réalisation dans un futur très éloigné, et par conséquent ne font rien pour l'immédiat, et ceux qui agissent de concert pour faire de leur théorie une réalité, par leurs efforts, leurs activités et leurs sacrifices.¹⁵

Dans cette anecdote, qui a valeur de paradigme théorique, Andrade avance finalement que la réactivation du projet révolutionnaire présent au sein de la théorie marxiste impose une réinstallation du sujet au centre des processus historiques, d'où il avait été escamoté par un certain marxisme scientifique et economiciste. Il n'hésite pas non plus à opposer au déterminisme historique de son adversaire symbolisant les marxistes orthodoxes du PCE et du PSOE, un élan éthique et un certain volontarisme, qui le rapprochent des perspectives anarchistes sur la révolution entendue non seulement comme opération de transformation sociale, mais comme œuvre de redressement moral. En conséquence de quoi, fort logiquement, Andrade en arrive à défendre le concept d'une *réforme intellectuelle du marxisme* prenant en compte ces questions, et ouvrant la voie à une stratégie d'alliance avec les anarchistes de la CNT-FAI :

Une théorie qui cherchait, et a trouvé, la solution au problème du prolétariat ; une théorie dont tant, à diverses fins, se réclament, passe par de nécessaires étapes de rénovation, mission qu'assument les groupes et partis qui défrichent le chemin semé d'obstacles. Ce travail est d'autant plus essentiel et difficile lorsqu'il s'agit de mener à bien une révolution en marche. Se concentrent alors dans une offensive convergente les nouveaux intérêts, les idéologues du camp adverse qui opèrent au sein du mouvement ouvrier, et les sectaires qui se croient en possession de la pierre philosophale. Notre parti

¹⁴ Juan Andrade, « Le marxisme et les problèmes de la révolution espagnole », *La Batalla*, 14 mars 1937.

¹⁵ Juan Andrade, *ibidem*.

joue, à la mesure de sa capacité, ce rôle se revendiquant du marxisme, de défenseur de la théorie de la révolution prolétarienne, adaptant sa tactique à la situation du capitalisme international, du mouvement ouvrier mondial, et espagnol en particulier. [...] Indépendamment de la tactique et de la forme finale de la société future, il faut chercher aujourd'hui ce qui nous unit à l'aspiration révolutionnaire prolétarienne. Une fraction marxiste peut s'unir sur ce terrain à une fraction non marxiste. Le sentiment révolutionnaire sert de lien qui révèle à l'occasion ceux qui œuvrent à cet objectif. Cette tâche est partout à l'ordre du jour de l'activité de notre Parti. C'est pourquoi, en ce 54^e anniversaire de la mort de Karl Marx, on constate, dans un pays en situation révolutionnaire, une grande identité de vue entre une fraction marxiste révolutionnaire, porteuse de la véritable pensée du maître, et une fraction bakouniniste, avec laquelle il fut en lutte. Cette convergence et la tâche visant à les unir dans la réalisation d'objectifs entre toutefois dans la révision tactique du marxisme, dès lors que celui-ci n'est pas une science morte ou un dogme, mais un courant vivant, au service passionné et loyal du prolétariat.¹⁶

On remarquera que la question de la subjectivité joue ici, encore une fois, le rôle de nœud théorique, puisque c'est elle qui permet le maintien de la flamme révolutionnaire au sein du marxisme dans un travail de réélaboration théorique, mais aussi parce que c'est elle qui doit inspirer sur le terrain, dans la pratique, le rapprochement entre marxistes révolutionnaires et anarchistes. Malheureusement, dans les faits, ce double effort de réforme intellectuelle et de réorientation politique sera brisé net par la répression menée par le PCE avec l'appui des socialistes et des anarchistes de gouvernement à l'encontre du POUM et de tous ceux qui refusaient à l'été 37 le désarmement des miliciens et la transformation des milices en armée populaire.

Il s'agit là d'un événement tragique, autour duquel se construisent depuis plus de 70 ans tous les discours critiques des historiens et des militants révolutionnaires, identifiant dans la trahison des forces républicaines proprement dites (et non révolutionnaires), ainsi que dans cette « guerre civile dans la guerre civile » la cause de la défaite du camp révolutionnaire marxiste et libertaire, ainsi que de la défaite future d'un camp antifasciste privé de ses bases arrière révolutionnaires, et donc des réalisations sociales par lesquelles son combat trouvait un sens concret.

Toutefois, la question que nous aimerions poser est la suivante : la défaite du camp révolutionnaire est-elle vraiment due à la victoire de ceux qui avaient tout misé sur la conduite de la guerre, c'est-à-dire du PCE et du PSOE ? N'est-elle pas aussi de la responsabilité de ceux qui avaient choisi d'apparier les concepts de guerre et de révolution pour en faire le centre agissant de leur expérience politique et militaire, c'est-à-dire du POUM et de la CNT ?

Dans son texte, Juan Andrade définit la révolution comme « une guerre de classes ». Il n'était pas le seul : la plupart des acteurs antifascistes de la conjoncture espagnole ont aussi largement fait usage de ce syntagme. Or lorsqu'on parle de la révolution comme d'une guerre de classes, on commence déjà à penser non plus que la guerre est la continuation de la révolution par d'autres moyens, mais que la révolution est une forme de guerre, *la continuation de la guerre par d'autres moyens* – premier pas vers une défaite et un massacre assurés. Autrement dit, le registre du militaire a irrémédiablement contaminé le registre du politique, et provoqué dans les esprits une confusion des plus fâcheuses.

C'est ce que pointe un autre acteur de la conjoncture, la philosophe Simone Weil, dans un texte rédigé à l'automne 1936, à son retour d'Espagne. Dès le mois de juillet 1936 et l'annonce des événements révolutionnaires en Espagne, Simone Weil, qui fréquentait alors les cercles de l'opposition communiste de gauche autour de Boris Souvarine, ainsi que les

¹⁶ Juan Andrade, *ibidem*.

milieux communistes libertaires, décide de rejoindre les Républicains pour participer à leur combat. Arrivée à Barcelone le 9 août 1936 avec une carte de journaliste, elle se rend au siège du POUM, où elle demande à être envoyée en zone franquiste pour observer l'état d'esprit du peuple et enquêter sur la disparition de Joaquin Maurin, cofondateur du POUM disparu dans les premiers jours de la révolution (et par ailleurs beau-frère de Souvarine). Après avoir essuyé un refus de la part du POUM, elle contacte la CNT et parvient à se faire engager dans le groupe international de la colonne Durruti. C'est ainsi que le 14 août, elle quitte Lérida en Aragon pour rejoindre le front, où elle demeure brièvement, jusqu'au 20, date à laquelle un accident la contraint à se retirer de la zone des combats, gravement brûlée. Elle repassera la frontière le 25 septembre, et c'est probablement dans les jours qui suivent qu'elle écrit ceci :

Je vais, je le sais, choquer, scandaliser beaucoup de bons camarades. Mais quand on se réclame de la liberté, on doit avoir le courage de dire ce qu'on pense, même si on doit déplaire. Tous nous suivons jour par jour, anxieusement, avec angoisse, la lutte qui se déroule de l'autre côté des Pyrénées. Nous tâchons d'aider les nôtres. Mais cela n'empêche pas, ne dispense pas de tirer les leçons d'une expérience que tant d'ouvriers, de paysans paient là-bas de leur sang. On a déjà eu en Europe une expérience de ce genre, payée de beaucoup de sang elle aussi. C'est l'expérience russe. Lénine, là-bas, avait publiquement revendiqué un Etat où il n'y aurait ni armée, ni police, ni bureaucratie distinctes de la population. Une fois au pouvoir, lui et les siens se sont mis, à travers une longue et douloureuse guerre civile, à construire la machine bureaucratique, militaire et policière la plus lourde qui ait jamais pesé sur un malheureux peuple. Lénine était le chef d'un parti politique, d'une machine à prendre et à exercer le pouvoir. On a pu mettre en doute sa bonne foi et celle de ses compagnons ; on a pu du moins penser qu'il y avait contradiction entre les buts définis par Lénine et la nature d'un parti politique. Mais on ne saurait mettre en doute la bonne foi de nos camarades libertaires de Catalogne. Cependant que voyons-nous là-bas ? Là aussi, hélas, nous voyons se produire des formes de contrainte, des cas d'inhumanité directement contraires à l'idéal libertaire et humanitaire des anarchistes. Les nécessités, l'atmosphère de la guerre civile l'emportent sur les aspirations que l'on cherche à défendre au moyen de la guerre civile. Nous haïssons, ici, la contrainte militaire, la contrainte policière, la contrainte dans le travail, le mensonge répandu par la presse, la TSF, tous les moyens de diffusion. Nous haïssons les différenciations sociales, l'arbitraire, la cruauté. Eh bien ! il y a, là-bas, contrainte militaire. Malgré l'afflux de volontaires, on a décrété la mobilisation. [...] Il y a contrainte dans le travail. Le conseil de la Généralité, où nos camarades détiennent les ministères économiques, vient de décréter l'obligation, pour les ouvriers, d'effectuer autant d'heures supplémentaires non payées qu'il serait jugé nécessaire. [...] Quant à la contrainte policière, la police d'avant le 19 juillet a perdu presque tout son pouvoir. En revanche, pendant les trois premiers mois de la guerre civile, les comités d'investigation, les militants responsables, et, trop souvent, des individus irresponsables ont fusillé sans le moindre simulacre de jugement, et par suite sans aucune possibilité de contrôle syndical ou autre. [...] Le mensonge organisé existe, lui aussi, depuis le 19 juillet...¹⁷

Faut-il voir dans ce texte étonnant une manifestation de dépit de la part de l'intellectuelle Simone Weil, favorable *en théorie* à la révolution, mais confrontée sur le terrain à ses dures réalités, et incapable de comprendre la nécessité de la discipline militaire, de la construction d'une industrie de guerre performante, ou encore l'utilité du mensonge afin de dérouter l'ennemi ou de conserver le bon moral des troupes ? Non, il y a quelque chose d'autre dans ce texte, un noyau problématique résumé dans cette simple phrase : « Les nécessités, l'atmosphère de la guerre civile l'emportent sur les aspirations que l'on cherche à

¹⁷ Ici s'interrompt le texte de ce projet d'article intitulé « Réflexions pour déplaire », datant de l'automne 1936 (repris in Simone Weil, *Œuvres*, Paris, Gallimard, collection Quarto, 1999, p. 401-402).

défendre au moyen de la guerre civile. » C'est-à-dire que les moyens par lesquels se construit et se développe une révolution obligée de recourir aux armes pour s'établir et se maintenir dans le temps, rentrent fatalement en contradiction avec les valeurs, les objectifs sociaux et politiques de cette révolution, et finissent même par prendre le pas sur eux. Tout ce qui a trait à la technique de guerre, à l'organisation rationnelle de la production, à un souci de pragmatisme et d'efficacité dans la concentration stratégique des forces, finit par jouer contre la révolution elle-même. Ce que cette phrase propose donc à notre réflexion, c'est à la fois *l'irréductibilité de la guerre au politique* et *l'irréductibilité du politique à la guerre*. La révolution, en étant contrainte à la lutte armée et pire encore en faisant le choix de se comprendre elle-même comme lutte armée, s'est trouvée condamnée dès le début à subir une distorsion de ses objectifs politiques.

Ce que dit Simone Weil, c'est que ces objectifs politiques étaient en quelque sorte voués à être absorbés et broyés dans l'effroyable structure technique et gestionnaire qui accompagne nécessairement la conduite de la guerre, tout particulièrement à l'ère moderne. Finalement l'expérience espagnole de Simone Weil est donc venue confirmer ce qu'elle avait établi trois ans auparavant, dans ses « Réflexions sur la guerre » :

Ce n'est pas qu'il vaille mieux blâmer en général l'usage de la violence, comme font les purs pacifistes ; la guerre constitue, à chaque époque, une espèce bien déterminée de violence, et dont il faut étudier le mécanisme avant de porter un jugement quelconque. La méthode matérialiste consiste avant tout à examiner n'importe quel fait humain en tenant compte bien moins des fins poursuivies que des conséquences nécessairement impliquées par le jeu même des moyens mis en usage. On ne peut résoudre ni même poser un problème relatif à la guerre sans avoir démonté au préalable le mécanisme de la lutte militaire, c'est-à-dire analysé les rapports sociaux qu'elle implique dans des conditions techniques, économiques et sociales données. On ne peut parler de guerre en général que par abstraction ; la guerre moderne diffère absolument de tout ce que l'on désignait par ce nom sous les régimes antérieurs. [...] Marx a montré avec force que le mode moderne de la production se définit par la subordination des travailleurs aux instruments du travail, instruments dont disposent ceux qui ne travaillent pas ; et comment la concurrence, ne connaissant d'autre arme que l'exploitation des ouvriers, se transforme en une lutte de chaque patron contre ses propres ouvriers, et, en dernière analyse, de l'ensemble des patrons contre l'ensemble des ouvriers. De même, la guerre, de nos jours, se définit par la subordination des combattants aux instruments de combat ; et les armements, véritables héros des guerres modernes, sont, ainsi que les hommes voués à leur service, dirigés par ceux qui ne combattent pas. Comme cet appareil de direction n'a pas d'autre moyen de battre l'ennemi que d'envoyer par contrainte ses propres soldats à la mort, la guerre d'un Etat contre un autre Etat se transforme aussitôt en guerre de l'appareil étatique et militaire contre sa propre armée ; et la guerre apparaît finalement comme une guerre menée par l'ensemble des appareils d'Etat et des états-majors contre l'ensemble des hommes valides en âge de porter les armes. Seulement, alors que les machines n'arrachent aux travailleurs que leur force de travail, alors que les patrons n'ont d'autre moyen de contrainte que le renvoi, moyen émoussé par la possibilité pour le travailleur de choisir entre les différents patrons, chaque soldat est contraint de sacrifier sa vie elle-même aux exigences de l'outillage militaire, et il y est contraint par la menace d'exécution sans jugement que le pouvoir d'Etat suspend sans cesse sur sa tête. Dès lors il importe peu que la guerre soit défensive ou offensive, impérialiste ou nationale ; tout Etat en guerre est contraint d'employer cette méthode, du moment que l'ennemi l'emploie. La grande erreur de presque toutes les études concernant la guerre, erreur dans laquelle sont tombés notamment tous les socialistes, est de considérer la guerre comme un épisode de la politique extérieure, alors qu'elle constitue avant tout un fait de politique intérieure, et le plus atroce de tous. Il ne s'agit pas ici de considérations sentimentales, ou d'un respect superstitieux de la vie humaine ; il s'agit d'une remarque bien simple, à savoir que le

massacre est la forme la plus radicale de l'oppression ; et les soldats ne s'exposent pas à la mort, ils sont envoyés au massacre. Comme un appareil oppressif, une fois constitué, demeure jusqu'à ce qu'on le brise, toute guerre qui fait peser un appareil chargé de diriger les manœuvres stratégiques sur les masses que l'on contraint à servir de masses de manœuvre doit être considérée, même si elle est menée par des révolutionnaires, comme un facteur de réaction.¹⁸

Nous avons là un texte lumineux, qui annonçait quatre ans à l'avance l'écueil sur lequel allait s'échouer la révolution espagnole. Encore inscrit dans un cadre d'analyse marxiste (on voit que Simone Weil revendique clairement les acquis de la méthode matérialiste), ce texte est pourtant le lieu d'un déplacement subtil par lequel les concepts développés par Marx pour comprendre les forces de production et leur impact social, sont reconvertis au profit d'une théorie de ces *forces de destruction* que sont l'armement moderne et les formes d'organisation, d'administration, qu'il rend nécessaire. Mais plus profondément, on voit pointer sous le langage marxiste les premiers effets du travail de réexamen radical de la tradition marxiste, auquel s'était livrée Simone Weil à partir de sa fréquentation du cercle communiste démocratique de Souvarine.

En effet, ce que vise la philosophe, c'est finalement ce point aveugle de la théorie marxiste qu'est la question de la technique. La tradition marxiste reconnaît bien qu'à chaque formation sociale donnée correspond un état particulier de la technique, mais paradoxalement elle inscrit en même temps la possibilité du communisme dans le développement de la technologie capitaliste. De même que cette ambiguïté a été à l'origine de la confiance absolue du mouvement communiste dans le progrès technique, ou comme disait Walter Benjamin, de sa conviction de nager dans le sens du courant historique, de même sur le plan militaire, cette ambiguïté suppose qu'on n'interroge pas le statut de l'outillage propre à la guerre moderne, outillage qui serait censé pouvoir servir indifféremment à des fins oppressives ou émancipatrices. Or ce que démontre Simone Weil, c'est qu'un certain seuil est franchi lorsque cet outillage finit par dominer celui qui le manie, à la fois par sa complexité technique, par ses capacités de destruction, et par la structure sociale de commandement qu'il implique nécessairement. Et cette domination est effective quels que soient les buts de la guerre, qu'il s'agisse d'une guerre inter-étatique ou d'une guerre civile, d'un conflit impérialiste ou d'une révolution armée.

Mais si Simone Weil a pu vérifier cette analyse sur le terrain en 1936, on peut alors se demander ce que lui a vraiment apporté son expérience espagnole. En fait, elle lui a apporté une dimension morale qui, dans son texte de 1933, restait encore dans l'ombre, éclipsée par les interdits de la théorie marxiste héritée, identifiant la morale à une simple superstructure idéologique de la société bourgeoise. Comme elle le dit elle-même dans le texte, elle ne désire pas « blâmer en général l'usage de la violence, comme font les purs pacifistes », ni émettre des « considérations sentimentales », ou faire preuve « d'un respect superstitieux de la vie humaine ». Réticences encore marquées, on le voit, par un certain nihilisme propre à la tradition marxiste dure, faisant peu de cas de la question de la violence et la dissolvant dans la fameuse maxime : « la fin justifie les moyens »¹⁹.

¹⁸ Simone Weil, « Réflexions sur la guerre » [1933], in Simone Weil, *Œuvres*, Paris, Gallimard, collection Quarto, 1999, p. 455-459.

¹⁹ Citons notamment ces phrases de Trotski à la même époque, polémique avec un groupe gauchiste d'émigrés allemands (*Neuer Weg*), selon lesquels le mensonge, la violence et l'assassinat sont incompatibles avec un mouvement socialiste sain – ce à quoi Trotski réplique, en invoquant précisément la conjoncture espagnole : « Mais que faire de la révolution ? La guerre civile est la plus cruelle des guerres. Elle ne se conçoit pas sans violences exercées sur des tiers et, tenant compte de la technique moderne, sans meurtre de vieillards et d'enfants. Devons-nous rappeler l'Espagne ? La seule réponse que pourraient nous faire les "amis" de l'Espagne

Et précisément, la question véritablement censurée dans ce texte apparaît bien être celle des fins, au profit d'une réflexion sur les moyens uniquement, comme elle le note elle-même : « La méthode matérialiste consiste avant tout à examiner n'importe quel fait humain *en tenant compte bien moins des fins poursuivies* que des conséquences nécessairement impliquées par *le jeu même des moyens* mis en usage. » Mais cinq ans plus tard, une fois traversée l'expérience espagnole, il en va tout autrement. Dans la lettre qu'elle envoie à Georges Bernanos afin de lui signifier sa solidarité avec lui concernant le désaveu de toute forme de violence politique, elle écrit :

A Barcelone, on tuait en moyenne, sous formes d'expéditions punitives, une cinquantaine d'hommes par nuit. C'était proportionnellement beaucoup moins qu'à Majorque, puisque Barcelone est une ville de près d'un million d'habitants ; d'ailleurs il s'y était déroulé pendant trois jours une bataille de rue meurtrière. Mais les chiffres ne sont peut-être pas l'essentiel en pareille matière. L'essentiel, c'est l'attitude à l'égard du meurtre. Je n'ai jamais vu, ni parmi les Espagnols, ni même parmi les Français venus soit pour se battre, soit pour se promener – ces derniers le plus souvent des intellectuels ternes et inoffensifs – je n'ai jamais vu personne exprimer même dans l'intimité de la répulsion, du dégoût ou seulement de la désapprobation à l'égard du sang inutilement versé. Vous parlez de la peur. Oui, la peur a eu une part dans ces tueries ; mais là où j'étais, je ne lui ai pas vu la part que vous lui attribuez. Des hommes apparemment courageux – il en est un au moins dont j'ai de mes yeux constaté le courage – au milieu d'un repas plein de camaraderie, racontaient avec un bon sourire fraternel combien ils avaient tué de prêtres et de "fascistes" – terme très large. J'ai eu le sentiment, pour moi, que lorsque les autorités temporelles et spirituelles ont mis une catégorie d'êtres humains en dehors de ceux dont la vie a un prix, il n'est rien de plus naturel à l'homme que de tuer. Quand on sait qu'il est possible de tuer sans risquer ni châtement ni blâme, on tue ; ou du moins on entoure de sourires encourageants ceux qui tuent. Si par hasard on éprouve d'abord un peu de dégoût, on le tait et bientôt on l'étouffe de peur de paraître manquer de virilité. Il y a là un entraînement, une ivresse à laquelle il est impossible de résister sans une force d'âme qu'il me faut bien croire exceptionnelle, puisque je ne l'ai rencontrée nulle part. J'ai rencontré en revanche des Français paisibles, que jusque-là je ne méprisais pas, qui n'auraient pas eu l'idée d'aller eux-mêmes tuer, mais qui baignaient dans cette atmosphère imprégnée de sang avec un visible plaisir. Pour ceux-là je ne pourrai jamais avoir à l'avenir aucune estime. Une telle atmosphère efface aussitôt le but même de la lutte. Car on ne peut formuler le but qu'en le ramenant au bien public, au bien des hommes – et les hommes sont de nulle valeur.²⁰

Simone Weil se place donc ici sur un autre plan que celui évoqué dans son texte de 1933, sans que pour autant la continuité de sa réflexion sur la question du retournement de la révolution en guerre ait été rompue. On voit que désormais le problème est posé sur un plan éthique, celui de l'adéquation entre la fin et les moyens : « Une telle atmosphère efface aussitôt *le but même de la lutte*. Car on ne peut formuler le but qu'*en le ramenant au bien public, au bien des hommes* ». Il y a donc là l'idée d'une inversion des moyens et des fins qui était déjà présente dans le texte de 1936, celui qui avançait que « les nécessités, l'atmosphère de la guerre civile l'emportent sur les aspirations que l'on cherche à défendre au moyen de la

républicaine, c'est que la guerre civile est préférable à l'esclavage fasciste. Mais cette réponse tout à fait juste signifie seulement que la fin (démocratie ou socialisme) justifie dans certaines circonstances "des moyens" tels que la violence et le meurtre. [...] Qui veut la fin (la victoire sur Franco) doit vouloir les moyens (la guerre civile avec son cortège d'horreurs et de crimes). [...] La société sans antagonismes sociaux sera, cela va de soi, sans mensonge et sans violence. Mais on ne peut jeter vers elle un pont que par les méthodes de violence. » (Léon Trotski, *Leur morale et la nôtre* [février 1938], chapitre XI intitulé « Morale et Révolution »)

²⁰ Simone Weil, « Lettre à Georges Bernanos » [1938], reprise in Simone Weil, *Œuvres*, Paris, Gallimard, collection Quarto, 1999, p. 408.

guerre civile ». Mais désormais cette dernière phrase se donne à lire ainsi : les fins que l'on cherchait à atteindre disparaissent par les moyens qu'on a mis en œuvre pour les atteindre. La violence utilisée au cours du processus révolutionnaire devient but en soi, sans qu'on puisse l'expliquer autrement que par une sorte de mystérieuse contamination, celle de l'entraînement et de l'ivresse.

Ce que Simone Weil met ainsi en évidence, c'est ce que l'historien George Mosse a appelé le « processus de brutalisation », avec tous ses effets politico-anthropologiques. En effet, le concept de brutalisation rend compte de la transformation de la *Weltanschauung* des individus soumis à la guerre industrielle : l'ampleur et le caractère systématique des massacres dont ils sont à la fois les acteurs, les spectateurs et les victimes potentielles les persuadent de la caducité des codes de comportement et des valeurs morales jusqu'alors en vigueur. Ils contribuent à un endurcissement et à une virilisation, au façonnement d'une mentalité qui n'éprouve plus que mépris et indifférence pour la souffrance et la mort, rendant ainsi possible un comportement psychologiquement favorable à l'exercice de la violence sous toutes ses formes²¹. Autrement dit, la violence que l'on subit soi-même provoque et entraîne l'exercice de la violence sur les autres. Le *pathos* se change en *praxis*. L'intérêt de la réflexion de Simone Weil réside donc dans le fait d'attirer l'attention sur les caractéristiques intrinsèques de la conduite de la guerre, qu'elle soit révolutionnaire ou non, dans les conditions actuelles : par la complexité technique de l'armement et de l'organisation qu'elle met en jeu, mais aussi par l'effet de brutalisation qu'elle exerce sur les individus qui sont pris dans son mécanisme, la guerre ouvre nécessairement la voie à la reconstitution de mécanismes d'oppression radicale, et à une ivresse de destruction conduisant au massacre pur et simple des populations, non seulement du fait de la puissance déchaînée par la technique moderne, mais par les effets de barbarisation qu'elle entraîne dans les comportements des hommes les mieux intentionnés.

Mais au-delà de ces questions, quel peut être l'apport du texte de Simone Weil sur le plan de la philosophie sociale et de la philosophie de l'histoire ? Finalement le désaveu par Simone Weil de l'exercice de la violence, basé sur l'identification du processus de brutalisation à l'œuvre durant la révolution espagnole, et plus largement dans toute révolution qui se conçoit comme guerre, conduit à remettre en question toute une herméneutique des événements sociaux et des conjonctures politiques reposant sur un certain paradigme polémologique. Face à ces soubresauts de la vie sociale, ce désaveu conduit à se poser la question suivante : est-il *épistémologiquement légitime et moralement responsable* de toujours comprendre la révolution comme une guerre, les mouvements sociaux comme des conflits, l'auto-affirmation des opprimés comme une lutte, les formes de résistance au pouvoir comme des tactiques et le projet de transformation sociale comme une stratégie ?

Il ne s'agit bien sûr pas de succomber à un certain irénisme, d'enlever au politique sa part intrinsèque de conflictualité, mais de comprendre que celle-ci en est tout autant l'origine que la fin, et que ce feu intérieur du politique qu'est le conflit peut finir par le consumer lui-même.

Ce qu'ouvre Simone Weil dans la pensée d'hier et d'aujourd'hui, c'est la perspective d'une rupture avec un certain paradigme de la guerre présent dans la philosophie et la théorie politique depuis Marx jusqu'à Debord, si l'on s'en tient à la théorie marxiste, mais aussi chez des auteurs comme Carl Schmitt ou Michel Foucault. Une telle rupture avec le paradigme polémologique permet de comprendre l'entreprise d'émancipation autrement que sous les catégories du choc entre deux forces opposées (le degré d'intensité libératrice correspondant

²¹ Cf. George L. Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes* [1990], trad. E. Magyar, Paris, Hachette, 1999.

au degré de violence atteint), mais par exemple sous celles de *l'autoconstitution d'une force propre* : il permet ainsi de relire le mouvement ouvrier non plus seulement sous l'angle de ses luttes de classes, de ses insurrections et de ses révolutions, ce qui n'est finalement que l'accablante histoire de ses échecs, de ses répressions et de ses massacres, « l'histoire des vaincus » ; mais sous l'angle de sa capacité constructive à ériger ses institutions propres en marge de la société capitaliste, en dégagant des espaces de justice et d'autonomie, sa capacité à faire essaimer ses réalisations directes : bourses du travail, syndicats, clubs ouvriers, cafés, chorales, orchestres de jazz, bals populaires, banquets, conférences, congrès, cercles de discussions, soirées-débats, bibliothèques libres, cinéma ambulant, colportage, compagnonnage, sociétés secrètes, etc. Autant de lieux et de moments au sein desquels le prolétariat poursuit un processus d'autoformation, d'auto-éducation qui le prépare à l'exercice de ses capacités politiques, et qui forment aussi les cellules de base de la réorganisation sociale à venir, en créant une quotidienneté parallèle, une nouvelle infrastructure anthropologique sur laquelle peut se construire la société qu'il appelle de ses vœux.

Il n'est donc pas impossible que les théories qui réduisent toute manifestation de la spontanéité sociale et toute expression de la vigueur des classes ou individus opprimés à des « luttes » ou à des « tactiques » de résistance constituent un obstacle épistémologique en soi à la pleine et entière compréhension de leur dimension créatrice, constructrice, inventive.

Pour ne s'en tenir qu'au vocabulaire, c'est-à-dire à l'énoncé de la théorie et à l'auto-explicitation des acteurs politiques, il serait intéressant de voir tout ce que changerait à notre manière de comprendre les faits sociaux et politiques l'adoption d'un vocabulaire non plus de la guerre et du combat en général, avec l'imaginaire qui l'accompagne, mais par exemple de l'agriculture, ou du voyage ; en somme il serait intéressant que nous nous adonnions à une sorte de variation éidétique des manières de considérer les révolutions et les résistances à l'oppression.

Soyons plus précis et donnons quelques exemples. Un paradigme agricole et non plus polémologique d'une herméneutique des mouvements sociaux consisterait par exemple à identifier l'activité révolutionnaire à des semailles, à un processus de germination, d'autodéploiement, d'autoconstitution, d'épargne des forces en vue de leur déploiement futur, le processus d'une accumulation de puissance, de capacités et d'aptitudes dans l'enveloppe de la communauté. Les images qui viendraient à l'esprit seraient alors celles de la floraison et de l'efflorescence, de la fécondité et de la maturation, du pollen et de l'essaimage. De même, une herméneutique des faits sociaux et des conjonctures révolutionnaires reposant sur le modèle du voyage utiliserait les catégories de l'itinéraire, de la traversée, de la cartographie, de la découverte de nouvelles contrées, éventuellement du vagabondage, de la dérive ou de l'égaré. Il permettrait de passer d'un modèle *iliadique* de la révolution à un modèle *odysséen*, celui de l'errance et du retour au foyer. En somme, il serait intéressant d'ouvrir un perspectivisme interprétatif dans notre théorie de l'histoire et de la société, et d'expérimenter les effets de vérité que produirait dans nos discours la multiplication des paradigmes herméneutiques et des images qui leur sont associées.

Mais avant de conclure, revenons une dernière fois à l'expérience espagnole, pour voir tout ce qu'a pu impliquer une tel abandon du paradigme polémologique chez Simone Weil. Tirant les conclusions politiques de ses réflexions, celle-ci proposait dès la fin de 1936 d'adopter une posture paradoxale en apparence, mais cohérente en réalité avec son analyse de la révolution espagnole comme conjoncture engagée dans une impasse. Elle proposait, tout en n'abandonnant pas le soutien politique et intellectuel aux anarchistes et aux forces révolutionnaires, de défendre un principe de « non-intervention généralisée », l'implication

des puissances européennes dans le conflit espagnol risquant de conduire à une deuxième guerre mondiale. Mais elle allait plus loin encore. Dans la mesure où non seulement la révolution n'avait pu éviter la guerre, mais où la guerre était en train de dévorer la révolution elle-même²², il ne restait selon elle plus qu'une seule solution : faire en sorte que la guerre s'arrête, au moyen d'une négociation bipartite entre franquistes et antifascistes par l'intermédiaire d'un gouvernement neutre, en vue d'un « cessez-le-feu sans vainqueurs ni vaincus »²³. Position courageuse, et difficile à défendre dans les rangs des anarchistes, parmi lesquels S. Weil continuait pourtant de se compter. Voici ce qu'elle écrivait alors :

Si on ose exposer devant un homme de parti l'idée d'un armistice en Espagne, il répondra avec indignation, si c'est un homme de droite, qu'il faut lutter jusqu'au bout pour la victoire de l'ordre et l'écrasement des fauteurs d'anarchie ; il répondra avec non moins d'indignation, si c'est un homme de gauche, qu'il faut lutter jusqu'au bout pour la liberté du peuple, pour le bien-être des masses laborieuses, pour l'écrasement des oppresseurs et des exploiters. Le premier oublie qu'aucun régime politique, quel qu'il soit, ne comporte de désordres qui puissent égaler de loin ceux de la guerre civile, avec les destructions systématiques, les massacres en série sur la ligne de feu, le relâchement de la production, les centaines de crimes individuels commis quotidiennement dans les deux camps du fait que n'importe quel voyou a un fusil en main. L'homme de gauche oublie de son côté que, même dans le camp des siens, les nécessités de la guerre civile, l'état de siège, la militarisation du front et de l'arrière, la terreur policière, la suppression de toute limitation à l'arbitraire, de toute garantie individuelle, suppriment la liberté bien plus radicalement que ne ferait l'accession au pouvoir d'un parti d'extrême droite ; il oublie que les dépenses de guerre, les ruines, le ralentissement de la production condamnent le peuple, et pour longtemps, à des privations bien plus cruelles que ne feraient ses exploiters. L'homme de droite et l'homme de gauche oublient tous deux que de longs mois de guerre civile ont peu à peu amené dans les deux camps un régime presque identique.²⁴

Comme on le voit, la prise de position de S. Weil en faveur d'une cessation des hostilités partait une fois de plus de son observation de la prégnance intellectuelle et morale de l'idéologie de la guerre, à droite comme à gauche. A cela, elle opposait que la seule place des anarchistes, qui ne se reconnaissent ni dans la droite réactionnaire ni dans la gauche

²² Selon l'expression de Henri Paechter, dans son livre *Espagne 1936-1937. La guerre dévore la révolution* [1938], Paris, Spartacus, 1986.

²³ Selon l'expression de Boris Souvarine, qui défendait au même moment la même position (cf. note suivante).

²⁴ Simone Weil, « Ne recommençons pas la guerre de Troie » [avril 1937], article repris in Simone Weil, *Œuvres*, Paris, Gallimard, collection Quarto, 1999, p. 478. De la même manière, Souvarine fait remarquer que, par-delà les divergences d'opinions politiques propres aux acteurs de la Guerre d'Espagne, tous s'accordent à penser la guerre comme une entreprise nécessaire, qui doit être menée jusqu'à son terme : « De part et d'autre [...] s'affirme la volonté de mener cette guerre "jusqu'au bout" et l'on repousse avec horreur toute idée de médiation qui, imposant une suspension "prématurée" des hostilités, puis une paix "sans vainqueurs ni vaincus", ferait selon chacune des deux parties le jeu de la partie adverse. C'est le seul point, hélas, où droite et gauche en Espagne et au-dehors soient spontanément d'accord. » D'où cette conclusion : « Heureux, bienheureux même ceux qui, dans ces conditions angoissantes, divisent sans hésitation la société en deux parties bien distinctes à première vue, la bonne et la mauvaise, et se classent d'emblée comme par hasard dans la bonne. Il faut de telles certitudes pour exiger la guerre jusqu'au bout et condamner les initiatives tendant à arrêter l'effusion de sang, à cesser le feu sans vainqueurs ni vaincus, à rendre l'Espagne aux Espagnols. Des exaltés, ivres de verbiage antifasciste et dominés déjà par un fascisme d'une autre espèce, s'acharnent à préconiser un "jusqu'au bout" inlassable alors que le bout, en tout état de cause, serait leur perte indubitable et la fin de leur idéal. » (Boris Souvarine, *A contre-courant. Ecrits 1925-1939*, Paris, Denoël, 1985, p. 308 et p. 316-317) A noter que début 1937, au moment où Simone Weil écrivait « Ne recommençons pas la guerre de Troie », l'ambassadeur républicain à Paris avait tenté d'entamer des négociations en vue d'un armistice, avec l'aval de Léon Blum et de Largo Caballero (chef du gouvernement espagnol). La tentative échoua du fait des communistes espagnols.

réformiste ou autoritaire, ne peut être qu'au côté de ceux qui veulent la paix en Espagne, aussi coûteuse soit-elle pour eux.

Quels enseignements devons-nous retirer, aujourd'hui, de la conjoncture espagnole, et plus largement des conjonctures révolutionnaires du 20^e siècle ? Sur ce point, qu'on nous permette de laisser encore la parole à Simone Weil, en guise de conclusion : « Il semble qu'une révolution engagée dans une guerre n'ait le choix qu'entre succomber sous les coups meurtriers de la contre-révolution, ou se transformer elle-même en contre-révolution par le mécanisme même de la lutte militaire. Les perspectives de révolution semblent dès lors bien restreintes ; car une révolution peut-elle éviter la guerre ? C'est pourtant sur cette faible chance qu'il faut miser, ou abandonner tout espoir. »²⁵

²⁵ Simone Weil, « Réflexions sur la guerre » [1933], *op. cit.*, p. 459.